
Add'Age : recherche action développement durable

Un million d'euros sur deux ans piloté par la FNAQPA



Add'Age pour Action Développement Durable au service du grand AGE. La FNAQPA (Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées) dont deux des valeurs fortes sont "la responsabilité et l'engagement" a souhaité poursuivre cette Recherche Action.

La veille réglementaire de la Fédération l'a alertée sur l'impact des lois Grenelle 1 et 2 pour les EHPAD. Par ailleurs, Didier Sapy, directeur de la FNAQPA, pointe les **convergences entre le développement durable et le secteur médico-social personnes âgées.**

Le développement durable s'appuie sur trois piliers qui font échos au secteur :

- Ecologique : responsabilité vis-à-vis de la planète, des générations futures (économies d'énergie) et dimension qualité de vie (des résidents, du personnel).
- Social : impact sur les résidents, les acteurs professionnels (management), les prestataires, les acteurs territoriaux (élus)
- Economique : cohérence globale, coût global (le résident finance 60% de son accompagnement en EHPAD rappelle Didier Sapy), performance et efficacité.

Recherche action de près d'un million d'euros sur deux ans

L'Université Lyon 1 Claude Bernard va réaliser l'état de l'art sur les questions de développement durable en EHPAD. En parallèle, 15 établissements et services vont recevoir un diagnostic développement durable complet et commencer une démarche de sensibilisation sur le terrain. Il s'agit de 13 EHPAD et 2 services de soins à domicile (SSIAD) répartis sur trois territoires en Ouest-Ile de France, Centre-Est et Sud-Est, installés en zone urbaine et rurale, proposant de 71 à 140 lits ou places.

Pour Didier Sapy, il va falloir identifier dans quelle mesure cette démarche parle au terrain ? Quels sont les freins et les leviers à cette démarche ?

La FNAQPA ambitionne de nourrir les pratiques des établissements et services mais aussi les politiques publiques et l'évolution de la gouvernance du secteur.

Un budget global à 950 785 € sur 26 mois. La FNAQPA a reçu le soutien méthodologique et le financement de la Direction de l'action sociale de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres) et de l'ARRCO (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés). Le projet étant en phase avec les axes clés du projet Action sociale Agirc-Arrco.

La CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) est le principal financeur du projet à hauteur de 80 %, dans le cadre de la section V de son budget dédiée à la Recherche et l'Innovation. La CNSA souligne l'enjeu global et transversal de la démarche.

Calendrier de la recherche action Add'Age

- Lancement en octobre 2013
- Jusque septembre 2014 : Phase exploratoire (revue de la littérature) doublée d'une enquête nationale auprès de l'ensemble établissements et services (Questionnaire par mail organisé par l'université Lyon 1) et phase diagnostic des 15 établissements et services.
- Septembre 2014 à sept. 2015 : phase expérimentale sur les établissements (exploration d'un thème sur par région)
- Fin 2015 : valorisation de l'étude, rapport final à la CNSA avec préconisations, colloque scientifique et réalisation de films à vocation pédagogique.

Les acteurs clés du projet

Le porteur du projet, la FNAQPA, tête de réseau secteur associatif et personnes âgées avec deux co-financeur avec la CNSA, AGIRC ARRCO.

Un groupement de compétences pluridisciplinaires est dédié au projet :

- compétences Métiers : les têtes de réseaux : FNAQPA et AGIRC ARRCO et leur réseau d'établissements et de services constituant le panel d'expérimentation (15 structures)
- compétences Etude et Recherche : l'Université Lyon 1
- compétences Conduite de projet et assistance à maîtrise d'ouvrage : GERONTIM
- compétences Développement Durable : C2DS et l'agence Primum Non Nocere
- compétences Qualifiées : en Travail Social par Marcel Jaeger (titulaire de la chaire de travail social et d'intervention sociale au CNAM) et en Santé par le Dr Geneviève Ruault (déléguée générale de la SFGG, responsable du programme MOBIQUAL).